

Intervention sur le budget 2015 de la Politique scientifique

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le président, chers collègues, je vous propose d'entrer directement dans le vif du sujet et dans une matière que l'on a peu abordée aujourd'hui: la culture et la politique scientifique. Les auditions successives de Mme la secrétaire d'État en commission ont démontré ce que nous lisions déjà, malheureusement, entre les lignes de l'accord de gouvernement et de la note de politique générale: pour le gouvernement, l'excellence n'a pas sa place au fédéral. Depuis l'accord de gouvernement, les belles intentions sont toutes contredites par l'annonce de mesures aveugles dont on peine encore à comprendre la rationalité. Et ce n'est pas faute d'avoir voulu obtenir des explications en commission, explications que nous n'avons jamais vu arriver. Au final, on aura rarement vu autant de contradictions entre les intentions et les mesures concrètement annoncées.

Permettez-moi de lister les contradictions qui, à mon sens, sont les plus criantes :

1. Une concertation a posteriori.

Voilà un concept dont le gouvernement ne s'est pas privé d'abuser dans le domaine social et qui se voit tout autant vidé de sens par Mme Sleurs. La secrétaire d'État décide d'abord et envisage, ensuite, de se concerter avec les personnes concernées.

En effet, qu'est-ce que la concertation quand on annonce de façon unilatérale une réorganisation des salles du Musée Royal des Beaux-Arts sans même en avertir son directeur? Où est la concertation quand la note de politique générale d'un vice-premier ministre annonce un Musée d'Art moderne au bâtiment vanden Borre alors que celle de la secrétaire d'État réintègre ce musée rue de la Régence? Madame la secrétaire d'État, quel directeur avez-vous finalement consulté pour établir vos réformes?

2. Une méfiance du secteur privé.

À travers ses déclarations, Mme Sleurs insinue de façon à peine voilée que les précédentes majorités ont suscité la méfiance du secteur privé vis-à-vis de la politique scientifique publique. C'est vite oublier par exemple que, contrairement à vos intentions, la politique spatiale internationale a toujours été élaborée dans un cadre soutenu par tous les industriels du secteur. C'est vite oublier également que deux musées publics d'envergure internationale sont nés à Bruxelles ces dernières années, grâce à des partenariats avec le secteur privé. Par contre, de votre côté, avec vos annonces fracassantes sur le Musée Fin de Siècle, madame la secrétaire d'État, vous avez déjà réussi à susciter une telle méfiance qu'un collectionneur privé a menacé de retirer des œuvres majeures prêtées au Musée Magritte.

Madame la secrétaire d'État, permettez-moi de vous poser une simple question: combien de musées comptez-vous ouvrir et combien de musées comptez-vous fermer?

3. Des restructurations qui coûteront, alourdiront et affaibliront.

Sur base d'absolument aucune note, aucun rapport, aucune analyse, vous avez décidé unilatéralement que le SPP Politique scientifique était – je vous cite – "une administration inutile". Du coup, vous le supprimez. Qu'importe les certifications ISO 9001!

Qu'importe les économies d'échelle réalisées grâce à BELSPO par des services d'appui aux établissements scientifiques fédéraux! Les établissements scientifiques fédéraux devront désormais assumer séparément des missions administratives pourtant semblables et qui les éloigneront de leurs activités scientifiques et muséales. C'est précisément une mesure qui coûtera plus et qui sera moins efficace.

4. Une indépendance scientifique mise sous tutelle politique.

Autre grand cheval de bataille de Mme Sleurs, c'est l'indépendance des établissements scientifiques fédéraux. À nouveau, nous attendons toujours votre démonstration d'un manque d'indépendance actuel. Nous ne comprenons pas à quoi servent, aux yeux de ce gouvernement, les conseils scientifiques des OSF, composés pour moitié d'experts et d'universitaires étrangers.

Par contre, de l'incompréhension, nous passons à la stupeur quand on lit que "vous financerez des projets des établissements scientifiques fédéraux uniquement si ceux-ci sont conformes à l'accord de gouvernement". J'aimerais savoir où se situe l'indépendance que vous souhaitez à travers cette déclaration. Une telle posture décomplexée me semble être un retour en arrière de plusieurs siècles et le fruit d'une conception autoritaire.

5. Des ambitions volontairement floues et imprécises.

La secrétaire d'État se dit pleine d'ambitions. Elle veut même améliorer les choses. Je me vois forcée d'utiliser un mot aussi vague que "choses": en effet, après avoir lu attentivement vos notes et entendu vos exposés, il est impossible de préciser ce que cela recouvre et quels sont les objectifs que vous souhaitez réellement atteindre: voulez-vous davantage de musées, plus de visiteurs, plus d'expositions, une plus grande part de la recherche dans le PIB national? Allez savoir!

Annoncer vouloir se concentrer sur la recherche fondamentale, mais supprimer des centaines de postes de chercheur n'a trompé personne. Et certainement pas les milliers de scientifiques qui ont déjà signé la pétition contre vos mesures.

Avouez que ces actions sont contraires à vos paroles: supprimer des emplois pour un gouvernement qui veut créer de l'emploi, c'est un comble!

En réalité, cette absence d'objectif concret démontre que le gouvernement sait d'avance que les mesures et les budgets annoncés ne permettront aucune amélioration.

J'en viens à la dernière contradiction, qui n'est pas la moindre: une communautarisation qui ne dit pas son nom. C'était pourtant la grande fierté du MR: "Ce gouvernement ne fera pas de communautaire." Et pourtant! Les Régions vont désormais codécider de la politique spatiale internationale de la Belgique. À nouveau, qu'importe l'article 6bis de la loi spéciale de répartition des compétences du 6 août 1980? Qu'importe si le fédéral y est expressément désigné comme seul compétent pour ce domaine?

Plus subtil encore, certains voient dans votre volonté d'isoler les établissements scientifiques fédéraux les uns des autres une confection de lots qui seront encore plus facilement cédés ou revendus – entendez par là, communautarisés. Je veux bien admettre que je peine à leur donner tort, tant je ne vois pas d'autre explication à ces mesures.

Finalement, et de façon plus générale, que ce soit dans la station polaire, dans l'administration, dans la recherche, dans les musées et instituts ou dans le spatial, l'affaiblissement annoncé de toutes les composantes scientifiques du niveau fédéral ne démontre qu'une seule chose: la N-VA a obtenu ce ministère pour mieux le mettre à mal. Et on la comprend. L'excellence, quand elle est belge, est parfois gênante.

Pour conclure, je voudrais juste adresser un mot à mes collègues libéraux qui ont largement contribué à créer un modèle qu'ils s'apprêtent aujourd'hui à détruire. La culture et la recherche scientifique sont des départements essentiels pour soutenir la croissance économique et participer à la création de richesse. La vivacité de la culture et de la recherche contribue non seulement à la renommée internationale d'un État mais renforce aussi les perspectives d'émancipation d'une société et cimente les fondations des démocraties modernes.

Je vous invite vraiment, madame la secrétaire d'État, à ne pas tout démanteler sans avoir pris le temps de la concertation et de la réflexion.

Je vous remercie pour votre attention.